



<div data-bbox="375 302 885 448"> <p>Envoyé en préfecture le 26/05/2025 Reçu en préfecture le 26/05/2025 Publié le ID : 083-218300317-20250526-D_2025_FIN_13-AR</p> </div> <div data-bbox="470 459 742 660">  </div>	<div data-bbox="1021 123 1340 257"> <p>REPUBLIQUE FRANÇAISE LIBERTE, EGALITE, FRATERNITE DEPARTEMENT DU VAR ARRONDISSEMENT DE BRIGNOLES</p> </div> <div data-bbox="1109 257 1252 481">  <p>LE CANNET DES MAURES</p> </div> <div data-bbox="965 492 1396 593"> <p>Décision JLL/MA/EG/FIN 2025-13</p> </div> <div data-bbox="965 593 1396 667"> <p>Nomenclature 3.3.2</p> </div>
--	---

DECISION DU MAIRE

LE MAIRE,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2212-2 et L 2215-1 ;
VU la délibération du conseil municipal en date du 23 septembre 2020 portant délégation du conseil municipal à Monsieur le Maire (n°5) ;

CONSIDERANT que la commune possède un logement type studio (Local n°6), de 20 m² au 2ème étage de l'Aile A attenante à la mairie, situé Par Henri Pellegrin 83340 Le Cannet des Maures,
CONSIDERANT que local est actuellement occupé par [REDACTED], né le [REDACTED],
CONSIDERANT qu'il convient d'acter cette occupation par un contrat de location du logement,

DECIDE

DE CONCLURE un contrat de location avec M. [REDACTED], né le [REDACTED] pour 6 ans à compter du 1^{er} juin 2025 pour un loyer mensuel de 217.94 € (révision annuelle selon l'indice de référence des loyers du 4^{ème} trimestre connu. Monsieur [REDACTED] est dispensé de verser un dépôt de garantie.



Le Maire
Jean-Luc LONGOUR

Le Cannet des Maures, le 26 mai 2025

Le Maire
Jean-Luc LONGOUR



Délais et voies de recours: La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Toulon 5, rue Racine, 83000 Toulon, via l'application informatique « Télérécoeurs citoyens » accessible par le site Internet www.telerecoeurs.fr, ou d'un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.